



**PRÉFET
DE LA REGION
NORMANDIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

Décision relative à la réalisation d'une évaluation environnementale prise en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, après examen au cas par cas du projet de boisement d'un pré de 2,6 hectares sur la commune de Saint-James (Manche)

**LE PRÉFET DE LA RÉGION NORMANDIE,
PRÉFET DE LA SEINE MARITIME,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 modifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R. 122-2, R. 122-3 et R. 122-6 ;
- vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- vu le décret du Président de la République du 1^{er} avril 2019 portant nomination de Monsieur Pierre-André DURAND en qualité de préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » ;
- vu l'arrêté préfectoral n° SGAR / 19.144 du 3 décembre 2019 portant délégation de signature à Monsieur Olivier MORZELLE, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie ;
- vu la décision n°2020-94 du 27 août 2020 portant subdélégation de signature à Madame Karine BRULÉ, directrice régionale adjointe de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie ;
- vu la demande d'examen au cas par cas n°2021-3837, reçu de Monsieur HAUGUET Emmanuel, relative au boisement d'un pré de 2,6 hectares sur la commune de Saint-James (Manche), reçue complète le 12 février 2021 ;
- vu la consultation de l'agence régionale de santé de Normandie en date du 16 février 2021 ;
- vu la consultation de la direction départementale des territoires et de la mer de la Manche en date du 16 février 2021 ;

Considérant la nature du projet, qui consiste à créer un boisement de feuillus sur une superficie de 2,6 hectares, sur la commune de Saint-James dans le département de la Manche ;

Considérant que le projet relève de la rubrique n° 47.c. du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement, concernant les « *premiers boisements et déboisements en vue de la reconversion de sols* » pour laquelle un examen au cas par cas est prévu afin de déterminer si la réalisation d'une évaluation environnementale est nécessaire pour les « *premiers boisements d'une superficie totale de plus de 0,5 hectare* » ;

Considérant que le pétitionnaire prévoit :

- la préparation du sol comprenant le passage d'une rotobèche et l'alignement des plants ;
- la plantation de 1 877 plants sur 2,6 hectares ;
- la répartition des essences, composées d'une majorité de chênes, hêtres et cerisiers avec maintien des haies existantes sur le pourtour et entre les deux parcelles ;
- la pose de clôture périphérique constituée de grillage à mouton ;
- un entretien comprenant le débroussaillage des rangs de plantation et une première éclaircie des feuillus au terme de 10 à 15 ans ;

Considérant que le projet vise à produire du bois d'œuvre ;

Considérant la localisation du projet :

- sur les parcelles ZE 71 d'une contenance de 1,1 hectare et ZE 5, d'une contenance de 1,5 hectare, le tout au lieu-dit « *le grand moulin* » sur la commune de Saint-James ;
- à environ 12 kilomètres des sites Natura 2000 de la « *baie du Mont-Saint-Michel* », zone de protection spéciale référencée FR2510048, et « *baie du Mont-Saint-Michel* » zone spéciale de conservation au titre de la directive « *Habitats, Faune, Flore* » référencée FR2500077 ;
- à environ 5 kilomètres de la zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) de type II « *bois de Blanche Lande* », FR250014540 ;
- en dehors de zones humides avérées ;
- en dehors de périmètres de protection de captage d'eau potable ;

Considérant ainsi qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis et des considérations mises en avant par le pétitionnaire pour la réalisation de son projet, celui-ci n'apparaît pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et la santé humaine ;

DÉCIDE

Article 1er

Le projet de boisement d'un pré de 2,6 hectares sur la commune de Saint-James (Manche) **n'est pas soumis à évaluation environnementale.**

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives et procédures auxquelles le projet peut être soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas serait exigible si les éléments de contexte ou les caractéristiques du projet présentés dans la demande examinée venaient à évoluer de manière significative.

Article 3

La présente décision sera publiée sur le site internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie : <http://www.normandie.developpement.durable.gouv.fr>.

Fait à Rouen, le 18 mars 2021

Pour le préfet de la région
Normandie et par délégation,
pour le directeur régional de
l'environnement, de
l'aménagement et du logement



Karine BRULÉ

Voies et délais de recours

Les recours gracieux, hiérarchique ou contentieux sont formés dans les conditions du droit commun. Sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux, un recours administratif préalable est obligatoire. Il peut être gracieux ou hiérarchique et doit être formé dans un délai de deux mois suivant la mise en ligne de la présente décision. Un tel recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours gracieux doit être adressé à :

*Monsieur le préfet de la région Normandie
Secrétariat général pour les affaires régionales
7 place de la Madeleine
CS16036
76 036 ROUEN CEDEX*

Le recours hiérarchique doit être adressé à :

*Madame la ministre de la Transition écologique
Ministère de la Transition écologique
Hôtel de Roquelaure
246 boulevard Saint-Germain
75 007 PARIS*

Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique. Il doit être adressé au :

*Tribunal administratif de Rouen
53 avenue Gustave Flaubert
76 000 ROUEN*

Ce dernier peut être également saisi par l'application Télérecours citoyens, accessible par le site www.telerecours.fr